



**Bureau
fédéral du Plan**

Analyses et prévisions économiques

**Federaal
Planbureau**

Economische analyses en vooruitzichten

RAPPORT 11361

L'impact économique d'une hausse de la TVA sur les produits alimentaires et les boissons non alcoolisées

De economische impact van een btw-verhoging op voeding en op alcoholvrije dranken

Septembre - September 2016

Delphine Bassilière, db@plan.be

Ludovic Dobbelaere, ldo@plan.be

Filip Vanhorebeek, fvh@plan.be

Avenue des Arts 47-49
1000 Bruxelles

Kunstlaan 47-49
1000 Brussel

e-mail: contact@plan.be
<http://www.plan.be>

Le Bureau fédéral du Plan

Le Bureau fédéral du Plan (BFP) est un organisme d'intérêt public chargé de réaliser, dans une optique d'aide à la décision, des études et des prévisions sur des questions de politique économique, socioéconomique et environnementale. Il examine en outre leur intégration dans une perspective de développement durable. Son expertise scientifique est mise à la disposition du gouvernement, du Parlement, des interlocuteurs sociaux ainsi que des institutions nationales et internationales.

Il suit une approche caractérisée par l'indépendance, la transparence et le souci de l'intérêt général. Il fonde ses travaux sur des données de qualité, des méthodes scientifiques et la validation empirique des analyses. Enfin, il assure aux résultats de ses travaux une large diffusion et contribue ainsi au débat démocratique.

Le Bureau fédéral du Plan est certifié EMAS et Entreprise Écodynamique (trois étoiles) pour sa gestion environnementale.

url : <http://www.plan.be>

e-mail : contact@plan.be

Reproduction autorisée, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source.

Éditeur responsable : Philippe Donnay

Federaal Planbureau

Het Federaal Planbureau (FPB) is een instelling van openbaar nut die beleidsrelevante studies en vooruitzichten maakt over economische, socio-economische en milieuvraagstukken. Daarnaast bestudeert het de integratie van die vraagstukken in een context van duurzame ontwikkeling. Het stelt zijn wetenschappelijke expertise onder meer ter beschikking van de regering, het Parlement, de sociale gesprekspartners, nationale en internationale instellingen.

De werkzaamheden van het FPB worden steeds gekenmerkt door een onafhankelijke benadering, transparantie en aandacht voor het algemeen welzijn. De kwaliteit van de gegevens, een wetenschappelijke methodologie en de empirische geldigheid van de analyses staan daarbij centraal. Tot slot zorgt het FPB voor een ruime verspreiding van de resultaten van zijn werkzaamheden en draagt zo bij tot het democratisch debat.

Het Federaal Planbureau is EMAS en Ecodynamische Onderneming (drie sterren) gecertificeerd voor zijn milieubeheer.

url: <http://www.plan.be>

e-mail: contact@plan.be

Overname wordt toegestaan, tenzij voor handelsdoeleinden, mits bronvermelding.

Verantwoordelijke uitgever: Philippe Donnay

Bureau fédéral du Plan
Avenue des Arts 47-49, 1000 Bruxelles

Federaal Planbureau
Kunstlaan 47-49, 1000 Brussel

tel. : +32-2-5077311
fax : +32-2-5077373
e-mail : contact@plan.be
<http://www.plan.be>

L'impact économique d'une hausse de la TVA sur les produits alimentaires et les boissons non alcoolisées

De economische impact van een btw-verhoging op voeding en op alcoholvrije dranken

Septembre - September 2016

Delphine Bassilière, db@plan.be
Ludovic Dobbelaere, ldo@plan.be
Filip Vanhorebeek, fvh@plan.be

Abstract - À la demande du Conseil central de l'économie, le Bureau fédéral du Plan a analysé l'impact d'une hausse de la TVA sur les produits alimentaires et les boissons non alcoolisées. Ce rapport synthétise les principaux résultats macroéconomiques, sectoriels et budgétaires d'une hausse de la TVA de 6 % à 7 % sur ces deux catégories de consommation. La simulation a été réalisée au moyen du modèle HERMES. Étant donné que la mesure n'est pas compensée, dans la simulation, par une réduction équivalente d'autres prélèvements, elle est favorable aux finances publiques mais défavorable pour l'activité économique et l'emploi. Le gain budgétaire à moyen terme est néanmoins limité par des effets dérivés en raison desquels les nouvelles recettes sont en grande partie compensées par des dépenses additionnelles.

Abstract - Op vraag van de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven heeft het Federaal Planbureau de impact onderzocht van een btw-verhoging op voeding en op alcoholvrije dranken. Dit rapport vat, op basis van een simulatie met het HERMES-model, de voornaamste macro-economische, sectorale en budgettaire resultaten samen van een verhoging van de btw-voet op beide consumptiecategorieën van 6 % tot 7 %. Aangezien de maatregel in deze simulatie niet gecompenseerd wordt door een equivalente vermindering van andere heffingen, ligt het voor de hand dat de maatregel ongunstig is voor de economische activiteit en de werkgelegenheid, maar de overheidsfinanciën ten goede komt. De budgettaire winst wordt op middellange termijn evenwel beperkt door afgeleide effecten, waardoor een belangrijk deel van de meeropbrengst gecompenseerd wordt door bijkomende overheidsuitgaven.

Jel Classification - C3, E2, E62, H31

Keywords - Modèle HERMES, impacts macroéconomiques, impacts macrosectoriels, taxation indirecte, TVA

Table des matières - Inhoudstafel

1. Introduction.....	1
1.1. Contexte de l'étude	1
1.2. Utilisation du modèle économétrique HERMES	2
2. Modalités de la variante.....	3
3. Resultaten.....	4
3.1. Macro-economische en sectorale resultaten	4
3.2. Overheidsfinanciën	4
4. Annexe.....	9

Liste des tableaux - Lijst van tabellen

Tableau 1	Résultats macroéconomiques de la variante	6
Tableau 2	Résultats sectoriels détaillés de la variante.....	7
Tableau 3	Résultats de la variante pour les finances publiques	8

1. Introduction

Le Conseil Central de l'Économie (CCE), et plus spécifiquement, en son sein, la Commission consultative spéciale (CCS) de l'Alimentation, a demandé au Bureau fédéral du Plan (BFP) d'évaluer les impacts macroéconomiques et macrosectoriels d'une augmentation de la TVA sur les produits alimentaires et les boissons non alcoolisées. Ce rapport présente les résultats de l'étude, réalisée en utilisant le modèle HERMES du BFP.

1.1. Contexte de l'étude

Dans son courrier du 4 août 2016, le CCE a informé le BFP que les membres de la CCS de l'Alimentation « souhaitent connaître l'impact socioéconomique d'éventuelles augmentations de la TVA ou d'autres impôts ayant une incidence directe ou indirecte sur le secteur de l'alimentation ».

Afin de réaliser des études d'impacts macroéconomiques de mesures, le BFP utilise généralement son modèle économétrique de moyen terme HERMES¹. En distinguant 15 branches d'activité, HERMES présente une dimension sectorielle, ce qui le rend a priori adéquat pour répondre à la demande du CCE. Toutefois, la branche d'activité « industrie alimentaire » n'est pas isolée dans le modèle HERMES ; elle fait partie de la branche « industrie des biens de consommation ». Plus précisément, la branche « industrie des biens de consommation » telle que définie dans HERMES correspond à la somme des branches NACE-A38 CA (« Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac »), CB (« Fabrication de textiles, industrie de l'habillement, industrie du cuir et de la chaussure »), CC (« Travail du bois, industrie du papier et imprimerie ») et CM (« Autres industries manufacturières ; réparation et installation de machines et d'équipements »)^{2,3}.

Par ailleurs, le modèle HERMES comprend un module d'allocation du total des dépenses de consommation finales des ménages entre 22 catégories de consommation, parmi lesquelles on retrouve les « produits alimentaires » (COICOP 01.1) et les « boissons non alcoolisées » (COICOP 01.2).

Par conséquent, étant donné le détail existant dans le modèle HERMES et afin d'essayer de répondre au mieux à la demande de la CCS Alimentation, le BFP et le CCE ont convenu⁴ de « réaliser un exercice qui porterait sur les impacts macroéconomiques et macrosectoriels d'un relèvement (théorique) d'un point de pourcentage du taux de TVA sur les produits alimentaires et les boissons non alcoolisées ».

¹ Ce modèle est entièrement décrit dans le Working Paper 13-13 du BFP (« A new version of the HERMES model », BFP, Novembre 2013).

² En annexe, un tableau reprend la définition, en termes de codes NACE, des 15 branches d'activité identifiées dans le modèle HERMES.

³ Ainsi, en 2014, la valeur ajoutée de la branche HERMES « industrie des biens de consommation » a été générée à 52 % par la branche CA, à 10 % par CB, à 19 % par CC et à 19 % par CM.

⁴ Cf. les échanges de courrier du 1^{er} septembre et du 7 septembre 2016.

1.2. Utilisation du modèle économétrique HERMES

Le modèle est entièrement décrit dans le Working Paper 13-13 du BFP, cité ci-avant.

Précisons que l'étude a été réalisée à l'aide de la version de juin 2016 du modèle HERMES⁵. L'objectif de l'exercice n'étant pas de livrer des résultats en niveaux absolus, mais de mesurer l'impact spécifique de la mesure envisagée, les résultats sont présentés en écart par rapport à la projection de référence.

Plusieurs scénarios peuvent être retenus en matière de formation des salaires, permettant théoriquement de simuler les effets du choc dans chacune des versions. Le scénario salarial retenu ici suppose que la hausse de TVA testée est sans effet sur la négociation salariale. Le taux de salaire brut hors index est alors, dans la variante, identique à celui de la projection de référence. D'autres scénarios salariaux, s'inscrivant notamment dans une logique de libre négociation salariale, n'ont pas été retenus pour cet exercice.

Par ailleurs, l'hypothèse d'une offre de travail inélastique (ne dépendant donc pas de l'évolution des salaires ou de l'activité) a été posée.

Notons également la grande linéarité, en variante, des réactions du modèle HERMES. Par conséquent, les impacts d'une mesure x fois plus grande que la mesure testée dans le présent rapport peuvent largement être approchés en multipliant par x les résultats présentés ici.

En outre, il convient de noter que le modèle HERMES n'est pas adapté à l'étude des aspects redistributifs des variantes. Il ne modélise en effet qu'un ménage de référence et ne subdivise donc pas les ménages en fonction de leur niveau de revenu. Il ne peut dès lors pas étudier, notamment, les impacts différenciés de politiques de hausse de la taxation indirecte sur les différentes classes de revenus.

Enfin, HERMES n'est pas non plus adapté pour tenir compte de l'effet des changements de prix sur les achats transfrontaliers.

La suite du texte est organisée comme suit. Le deuxième chapitre présente les modalités de la variante de hausse de la TVA, alors que le troisième en synthétise les principaux résultats (macroéconomiques, sectoriels et relatifs aux finances publiques).

⁵ Cf. « Perspectives économiques 2016-2021 », Bureau fédéral du Plan, juin 2016.

2. Modalités de la variante

La variante consiste en un relèvement (théorique) d'un point de pourcentage du taux de TVA sur les produits alimentaires et les boissons non alcoolisées.

Le taux de TVA actuellement en vigueur sur toutes les composantes de la catégorie de consommation « boissons non alcoolisées » est de 6 %. La variante le fait donc passer à 7 %.

En ce qui concerne la catégorie de consommation « produits alimentaires », le taux de TVA en vigueur sur toutes les composantes est de 6 %, à quelques – rares – exceptions près toutefois (la margarine, les produits de luxe (caviar, ...). En variante, nous avons supposé que les taux de TVA différents de 6 % restaient inchangés ; le taux passant de 6 à 7 % pour les autres produits. Par conséquent, l'augmentation du taux de TVA de l'ensemble de la catégorie « produits alimentaires » testée est très légèrement inférieure à 1 point de pourcentage (0,992 point de pourcentage).

La hausse de taux de TVA introduite en t est maintenue pendant toute la période de simulation, laquelle porte sur cinq années (t à t+4).

Le relèvement d'un point de pourcentage du taux de TVA de ces deux catégories de consommation correspond, selon nos calculs, à une recette de TVA supplémentaire ex ante de 252 millions en t et 276 millions en t+4 (0,06 % du PIB).

3. Resultaten

3.1. Macro-economische en sectorale resultaten

De belangrijkste macro-economische effecten van de maatregel worden in tabel 1 samengevat. De impact op de consumptie en op de prijzen van voeding en alcoholvrije dranken wordt eveneens weergegeven. De btw-verhoging heeft een directe impact op de consumptieprijzen, die in het jaar t met 0,13 % verhogen t.o.v. de basisprojectie. Op middellange termijn (jaar t+4) bedraagt het niveauverschil 0,15 %. De inflatoire impact van de maatregel situeert zich m.a.w. bijna volledig in het eerste jaar. De hogere inflatie – die slechts met vertraging opgevangen wordt door een hogere indexering – en een licht werkgelegenheidsverlies leiden tot een koopkrachtvermindering van de particulieren (gemeten aan de hand van het reëel beschikbaar inkomen) van 0,05 à 0,06 %, waardoor de particuliere consumptie en de investeringen in woningen in ongeveer dezelfde mate teruggeschroefd worden. Minder gunstige afzetperspectieven en een ietwat lagere rendabiliteit (door hogere kosten) remmen ook de bedrijfsinvesteringen enigszins af. Al bij al zou het verlies aan bbp in volume 0,02 % bedragen, zowel op korte als op middellange termijn (t.o.v. het bbp-niveau in de basisprojectie).

De koopkrachtvermindering van de particulieren heeft een negatieve impact op de meeste consumptie-categorieën, waardoor de toegevoegde waarde en de werkgelegenheid van vrijwel alle bedrijfstakken enigszins wordt aangetast (zie tabel 2). De totale binnenlandse werkgelegenheid zou in het eerste jaar 0,03 % onder het niveau van de basisprojectie uitkomen, wat overeenstemt met een verlies van 1 400 banen. In het jaar t+4 bedraagt het banenverlies t.o.v. de basisprojectie 0,06 % of 2 800 banen. In absolute termen situeert meer dan de helft van dat verlies zich in de takken “Handel en horeca” en “Overige marktdiensten” (samen 1 700 eenheden in het jaar t+4).

3.2. Overheidsfinanciën

Zoals beschreven in hoofdstuk 2, zou de btw-maatregel ex ante 252 miljoen opleveren in het jaar t en 276 miljoen in t+4.

De ontvangsten uit indirecte belastingen liggen ex post – dus na simulatie van het volledige model, zodat rekening wordt gehouden met alle afgeleide effecten – nog iets hoger, nl. 260 miljoen op korte en 300 miljoen op middellange termijn (zie tabel 3). Het betreft hier evenwel het totaal aan indirecte belastingontvangsten.⁶ De extra btw-ontvangsten op voeding en alcoholvrije dranken zelf bedragen ex post 246 miljoen in jaar t en 272 miljoen in t+4. Ze zijn dus lager dan de geraamde ex ante opbrengst, al blijft dat ‘verlies’ zeer beperkt omwille van de lage prijselasticiteit van voeding en alcoholvrije dranken. Daardoor blijft het negatieve volume-effect (in vergelijking met de prijsstijging) bescheiden.⁷ Zoals vermeld in paragraaf 2.1 houdt de simulatie geen rekening met een eventuele impact op aankopen over de landsgrens.

⁶ Als gevolg van prijseffecten is er een licht hogere ontvangst in andere categorieën van indirecte belastingen, zoals de registratierechten.

⁷ De beperkte prijselasticiteit impliceert dat de consumptie van beide consumptie categorieën in reële termen lager is, maar in nominale termen hoger is dan in de basisprojectie.

Het totaalbedrag aan directe belastingen betaald door de huishoudens neemt toe door een hogere belastbare basis in nominale termen. Dat positieve prijseffect (dat vooral het gevolg is van een hogere indexering) is groter dan het door de daling van de werkgelegenheid veroorzaakte verlies aan arbeidsinkomen. Hetzelfde geldt voor de sociale bijdragen. De lichte daling van de economische activiteit en de toename van de loonmassa leiden tot een daling van het bruto-exploitatieoverschot van de ondernemingen, wat zich weerspiegelt in een kleine afname van de ontvangsten uit de vennootschapsbelasting. Globaal genomen stijgen de totale overheidsontvangsten met 440 miljoen in het jaar t en liggen ze op middellange termijn 465 miljoen hoger dan de basisprojectie.⁸

De maatregel doet de totale overheidsuitgaven toenemen met 285 miljoen in het jaar t en met 385 miljoen op middellange termijn.⁹ Dat is vooral het gevolg van een toename van de overheidsconsumptie en de sociale uitkeringen. In beide componenten is de impact van het opwaarts prijseffect zichtbaar, terwijl de sociale uitkeringen ook beïnvloed worden door de hogere werkloosheid

Al bij al verbetert het overheidssaldo met 155 miljoen in het jaar t, maar blijft de budgettaire winst in het jaar t+4 beperkt tot 80 miljoen, of net geen 30 % van de ex ante opbrengst van de maatregel. Op middellange termijn wordt een belangrijk deel van de meeropbrengst immers gecompenseerd door bijkomende overheidsuitgaven.

⁸ In vergelijking met de basisprojectie stijgen de totale overheidsontvangsten in procent van het bbp met 0,06 procentpunt in het jaar t en met 0,05 procentpunt in t+4.

⁹ In vergelijking met de basisprojectie stijgen de totale overheidsuitgaven in procent van het bbp met 0,02 procentpunt in het jaar t en met 0,03 procentpunt in t+4.

Tableau 1 Résultats macroéconomiques de la variante
Différences en % par rapport à la simulation de référence (sauf indications contraires)

	t	t+1	t+2	t+3	t+4
Recettes supplémentaires ex ante de TVA					
En millions	252	258	264	270	276
En % du PIB	0,06	0,06	0,06	0,06	0,06
Composantes de la demande (volume)					
Consommation des particuliers	-0,05	-0,05	-0,06	-0,06	-0,06
<i>dont produits alimentaires</i>	-0,35	-0,30	-0,27	-0,24	-0,23
<i>dont boissons non alcoolisées</i>	-0,36	-0,38	-0,38	-0,37	-0,36
Investissements	-0,02	-0,02	-0,03	-0,03	-0,03
Demande intérieure totale	-0,03	-0,03	-0,04	-0,04	-0,04
Exportations de biens et services	-0,01	-0,01	-0,01	-0,01	-0,01
Importations de biens et services	-0,02	-0,02	-0,03	-0,03	-0,03
PIB (volume)	-0,02	-0,02	-0,02	-0,02	-0,02
Prix					
Déflateur de la consommation privée	0,13	0,14	0,14	0,15	0,15
<i>dont produits alimentaires</i>	0,95	0,96	0,97	0,97	0,97
<i>dont boissons non alcoolisées</i>	0,96	0,97	0,98	0,98	0,98
Indice santé	0,14	0,15	0,15	0,15	0,16
Termes d'échange	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Déflateur du PIB	0,11	0,11	0,12	0,12	0,12
Marché du travail					
Emploi total					
En milliers de personnes	-1,4	-2,0	-2,4	-2,6	-2,8
en %	-0,03	-0,04	-0,05	-0,05	-0,06
Chômage total (définition BFP ; en %)	0,23	0,33	0,40	0,46	0,52
Productivité par tête (branches d'activité marchande)	0,02	0,03	0,04	0,05	0,05
Revenus					
Coût salarial nominal par tête (branches d'activité marchande)	0,14	0,15	0,15	0,16	0,16
Coût salarial unitaire (branches d'activité marchande)	0,11	0,10	0,10	0,10	0,09
Revenu disponible réel	-0,06	-0,05	-0,06	-0,05	-0,05
Taux d'excédent brut des entreprises	-0,11	-0,09	-0,07	-0,07	-0,06
Soldes					
Solde des opérations courantes avec le reste du monde (% du PIB)	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01
Solde public					
En millions d'euros	155	97	88	77	80
En % du PIB	0,04	0,02	0,02	0,02	0,02

Tableau 2 Résultats sectoriels détaillés de la variante
Différences en % par rapport à la simulation de référence

	t	t+1	t+2	t+3	t+4
Valeurs ajoutées (en volume)					
Agriculture	-0,06	-0,05	-0,04	-0,04	-0,04
Énergie	-0,02	0,00	0,01	0,01	0,01
Biens intermédiaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens d'équipement	0,00	-0,01	-0,01	-0,01	-0,01
Biens de consommation	-0,02	-0,02	-0,02	-0,02	-0,02
Construction	-0,02	-0,02	-0,03	-0,03	-0,03
Transports et communication	-0,01	-0,01	-0,01	-0,01	-0,01
Commerce et horeca	-0,02	-0,02	-0,02	-0,02	-0,02
Crédit et assurances	-0,05	-0,04	-0,04	-0,04	-0,03
Santé et action sociale	-0,02	-0,02	-0,02	-0,03	-0,03
Autres services marchands	-0,01	-0,02	-0,02	-0,02	-0,02
Total des branches marchandes	-0,02	-0,02	-0,02	-0,02	-0,02
Emploi					
Agriculture	-0,01	-0,01	-0,01	-0,01	-0,01
Énergie	-0,01	-0,02	-0,02	-0,02	-0,02
Biens intermédiaires	-0,03	-0,04	-0,05	-0,05	-0,05
Biens d'équipement	-0,05	-0,06	-0,06	-0,06	-0,06
Biens de consommation	-0,03	-0,04	-0,05	-0,05	-0,06
Construction	-0,07	-0,11	-0,13	-0,13	-0,14
Transports et communication	-0,02	-0,02	-0,02	-0,02	-0,02
Commerce et horeca	-0,03	-0,05	-0,06	-0,06	-0,07
Crédit et assurances	-0,01	-0,03	-0,04	-0,04	-0,04
Santé et action sociale	-0,03	-0,03	-0,04	-0,04	-0,04
Autres services marchands	-0,05	-0,07	-0,08	-0,09	-0,09
Total des branches marchandes	-0,04	-0,05	-0,06	-0,07	-0,07

Tableau 3 Résultats de la variante pour les finances publiques
Différences, en millions, par rapport à la simulation de référence

	t	t+1	t+2	t+3	t+4
1. Recettes	440	429	441	447	465
Fiscales	341	327	338	350	363
a. Impôts directs	78	43	46	52	58
Ménages	92	58	59	61	64
Sociétés	-15	-16	-14	-10	-7
Autres	1	1	1	1	1
b. Impôts indirects	260	281	288	294	300
c. Impôts en capital	3	4	4	4	4
Cotisations de Sécurité Sociale	66	65	64	60	62
Autres recettes	32	36	38	36	40
2. Dépenses	285	332	353	370	385
a. Consommation publique	132	160	170	178	186
b. Subventions aux entreprises	15	15	15	15	15
c. Transferts de sécurité sociale	118	133	145	154	162
d. Autres transferts courants	10	11	13	13	14
e. Dépenses en capital	7	7	7	7	7
f. Charges d'intérêts	4	5	4	2	-1
3. Capacité (+) ou besoin net de financement (-)					
En millions d'euros	155	97	88	77	80
En % du PIB	0,04	0,02	0,02	0,02	0,02
4. Solde primaire	159	102	91	79	79

4. Annexe

Les branches d'activité identifiées dans HERMES correspondent au regroupement de branches NACE-BEL 2008 suivant :

Dénomination de la branche	NACE-BEL 2008 (A38 sauf mention contraire)
1. Agriculture	Agriculture, sylviculture et pêche (AA)
2. Énergie	Cokéfaction et raffinage (CD) + Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné (DD) + Distribution d'eau, gestion et assainissement des déchets et des eaux usées (EE)
3. Industries manufacturières	
a. Biens intermédiaires	Industries extractives (BB) + Industrie chimique (CE) + Produits pharmaceutiques (CF) + Fabrication de produits en caoutchouc et d'autres produits minéraux non métalliques (CG) + Métallurgie et fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et équipements (CH)
b. Biens d'équipement	Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques (CI) + Fabrication d'équipements électriques (CJ) + Fabrication de machines et d'équipements n.c.a. (CK) + Fabrication de matériels de transport (CL)
c. Biens de consommation	Industries alimentaires, fabrication de boissons et de produits à base de tabacs (CA) + Fabrication de textiles, industrie de l'habillement, industrie du cuir et de la chaussure (CB) + Travail du bois, industrie du papier et du carton et imprimerie (CC) + Fabrication de meubles et autres industries manufacturières, réparation et installation de machines et d'équipements (CM)
4. Construction	Construction (FF)
5. Services marchands	
a. Transports et communication	Transports et entreposage (HH) + Télécommunications (JB)
. Transports terrestres	Transports terrestres et transport par conduites (49 - A64)
. Transports par eau et aériens	Transports par eau (50 - A64) + Transports aériens (51- A64)
. Services auxiliaires des transports et communication	Entreposage et services auxiliaires des transports (52 - A64) + Activités de poste et de courrier (53 - A64) + Télécommunications (61 - A64)
b. Commerce et horeca	Commerce de gros et de détail et réparation de véhicules automobiles et de motocycles (GG) + Hébergement et restauration (II)
c. Crédit et assurances	Activités financières et assurances (KK)
d. Santé et action sociale	Activités pour la santé humaine (QA) + Action sociale (QB)
e. Autres services marchands	Édition, services audiovisuels et diffusion de programmes de télévision (JA) + Services informatiques et services d'information (JC) + Activités immobilières (LL) + Activités juridiques et comptables, activités des sièges sociaux, conseil de gestion, activités d'architecture et d'ingénierie, activités de contrôle et analyse technique (MA) + Recherche-développement scientifique (MB) + Publicité et études de marché, autres activités spécialisées, scientifiques et techniques (MC) + Services administratifs et autres activités de soutien (NN) + Activités artistiques, récréatives et de loisir (RR) + Autres services (SS)

Dénomination de la branche	NACE-BEL 2008 (A38 sauf mention contraire)
6. Services non-marchands	
a. Administration publique et enseignement	Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire (OO) + Enseignement (PP)
b. Services domestiques	Activités de ménages en tant qu'employeurs, activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens et services pour usage propre (TT)
